

1^{er} octobre 2002

02.155

Projet de résolution du groupe PopEcoSol, à l'intention du parlement fédéral**Moratoire pour une agriculture et une alimentation sans OGM**

S'il est bien un domaine où se retrouvent agriculteurs et consommateurs, c'est le débat sur les OGM, ni les uns ni les autres n'en veulent; l'Union suisse des paysans (USP), Uniterre, ainsi que la Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture (CNAV) soutiennent le moratoire.

Les risques de dissémination des gènes, par exemple la résistance aux herbicides, ont-ils été évalués à moyen et long termes? La réponse est non.

La faim dans le monde peut-elle être combattue par ce moyen? La réponse est non, car la plupart des paysans du Tiers Monde n'ont pas accès à la terre et à l'eau, n'ont pas les moyens d'acheter ces semences et c'est une dépendance de plus vis-à-vis des pays riches.

Quelles garanties ont les paysans en cas de problèmes avec les OGM? Aucune, au contraire, en Suisse, Uniterre a dû menacer une firme de semences qui refusait d'indemniser des agriculteurs dont les champs, qui contenaient des semences OGM, ont été brûlés par la Confédération; cela démontre aussi que le tri entre semences OGM et conventionnelles n'est pas maîtrisé.

Quelles garanties pour les consommateurs? Aucune, aux Etats-Unis, il y a eu un scandale alimentaire avec du maïs modifié génétiquement destiné à l'alimentation bovine mais qui s'est retrouvé dans l'alimentation humaine.

L'utilisation de pesticides et d'herbicides va-t-elle diminuer avec les OGM? La réponse est non puisqu'on modifie justement les plantes cultivées pour qu'elles résistent à certains produits de traitement.

Est-ce un moyen pour l'agriculture d'augmenter ses revenus? Non, car la dépendance vis-à-vis des firmes qui vendent les semences OGM est totale.

Le moratoire va dans le sens de PA 2007 qui veut confirmer une agriculture écologique et durable.

Pour Neuchâtel, canton vert, la culture de plantes génétiquement modifiées serait une image désastreuse et incompatible avec le développement durable que l'on désire promouvoir par ce label.

Face à l'hégémonie des multinationales sur la nourriture, il est urgent d'attendre et de maîtriser la technique avant d'aller plus loin; l'agriculture a déjà payé le prix fort, comme pour la vache folle par exemple, avec les bêtises commises au nom du rendement et de l'économie.

Dans le domaine des OGM, les conséquences pourraient être autrement dramatiques et durables en cas d'accident.

En conséquence, le Grand Conseil neuchâtelois demande au parlement fédéral de soutenir le moratoire de 10 ans sur les OGM.

Signataires: G. Hirschy, M. Ebel, L. Debrot, A. Bringolf, H. Jenni, J. Kuhn-Rognon, C. Gehringer, D. Perdrizat, Patrick Erard, N. de Pury et C. Stähli-Wolf.